

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/CHE/3

8 octobre 1996

(96-4087)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Questions de l'Argentine concernant la nouvelle notification complète de la Suisse¹

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 septembre 1996.

1. En ce qui concerne les subventions en faveur des régions dont l'économie est menacée pour la période 1992-1994, la Suisse pourrait-elle indiquer:

1.1 Quelle sera la durée totale des programmes considérés ou jusqu'à quand la Suisse prévoit-elle qu'ils devront être maintenus, conformément à l'article 25.3 iv) de l'Accord sur les subventions?

1.2 Si la notification donne des précisions sur les effets de ces subventions sur l'emploi, elle ne contient pas de données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce comme le veut l'article 25.3 v) de l'Accord sur les subventions. La Suisse pourrait-elle donner des indications sur ce point?

1.3 Quelles sont les régions géographiques qui bénéficient de ces programmes? Prière d'indiquer clairement les cantons visés conformément à l'article 8.2 b) i) de l'Accord sur les subventions.

1.4 Le seul texte mentionné est la Loi fédérale encourageant l'octroi de cautionnements dans les régions de montagne du 25 juin 1976. La Suisse pourrait-elle indiquer les lois ou réglementations sur lesquelles sont fondées les autres aides mentionnées en faveur des régions dont l'économie est menacée, conformément à l'article 8.2 b) ii) de l'Accord sur les subventions?

1.5 Sur quels critères repose l'octroi de ces aides? Sur lequel (lesquels) des indicateurs ci-après, énoncés à l'article 8.2 b) iii) de l'Accord sur les subventions, est-il fondé: revenu par habitant, revenu des ménages par habitant, PIB par habitant et/ou taux de chômage?

¹G/SCM/N/3/CHE + Suppl.1.

2. Programmes d'impulsions et promotion de la recherche appliquée:

2.1 La Suisse pourrait-elle indiquer, pour chacun des programmes notifiés, la part des coûts des activités de recherche que représentent ces aides, comme le veut l'article 8.2 a) de l'Accord sur les subventions?

3. A propos de la contribution à l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC), la Suisse pourrait-elle préciser ce que recouvre la phrase ci-après: "l'OSEC peut assumer d'autres tâches et fournir d'autres prestations destinées à aider l'économie suisse d'exportation"?

4. A propos de la question 1.4 (relative à la Loi fédérale encourageant l'octroi de cautionnements dans les régions de montagne), la réduction de 25 pour cent des taux d'intérêt est une subvention au sens des articles 1 et 2 de l'Accord. Quelle est la durée de cette mesure et quels sont les produits visés? Rien ne permet d'évaluer les effets sur le commerce et le montant de la subvention.